



STOP
LES INTERCOMMUNALES

De ferme en ferme,
aux sources de la colère agricole

Les yeux de la terre

Au creux de l'hiver, un soulèvement spontané. Rien n'était prémédité, mais la détresse enflait depuis trop d'années. La colère des agriculteurs et agricultrices a éclaté simultanément en Wallonie, en Flandre, aux Pays-Bas, en France, en Italie, en Espagne... Des centaines de tracteurs ont convergé vers Bruxelles, capitale de l'Europe. Avec des revendications diverses, parfois contradictoires. Mais un espoir commun : que vive l'agriculture familiale, menacée par la mondialisation et la course à la productivité. « Wilfried » a sillonné les fermes de Wallonie pour recueillir la parole d'hommes et de femmes qui refusent de voir disparaître leur métier, leur passion.

RÉCIT
NICOLAS
LAHAUT
PHOTOS
OLIVIER
PAPEGNIES

Et voilà qu'il la palpe du bout des doigts, cette eau qui ne vient pas du ciel, qui épaissit les poches du corsaire où ses mains sont plongées. Le tissu coincé entre le pouce, l'index, le majeur ; alourdi. Il y a dans l'air des relents de brucellose, une odeur de paille humide, d'étrier de frein grippé. Il a remonté sa capuche dès le début de l'ondée. Ni débonnaire ni provocant. Juste là, immobile, dans l'épaisse fumée du caoutchouc qu'on embrase, dans le bruit confus déchiré par les *baoum!*, tenant tête à la police même quand il l'incline. Et elle lui coule dessus, cette eau qui ne vient pas du ciel, tandis qu'il songe à sa grand-mère, aux chevaux de trait de la ferme de l'Acremont, au tracteur rouge de la ferme de l'Acremont, aux blancs-bleus mixtes de la ferme de l'Acremont, aux ruines, bien sûr, de la ferme de l'Acremont.

1^{er} février 2024. Bruxelles, place du Luxembourg. Insubmersible désenchantement. Fièvre. L'eurocrate engoncé dans son pardessus en coton ne perd pas une miette du jeune fermier qui se fait arroser, le triple capteur photo de son téléphone non plus ; tous deux pivotent vers les gamins qui montrent leur cul aux policiers, vers la police qui change de cible, éparpille les gamins à grands jets de canon à eau, par-delà la clôture antiémeute.

Tout autour, des tracteurs. Partout. Comme des colonnes de chars fumants et ronronnants, débarqués des campagnes pour prendre d'assaut la capitale. Ils sont partis la nuit, de Flandre, de Wallonie, processions courroucées sur les autoroutes du royaume, lents, opiniâtres, dans un halo de lumières orangées en rotation. Les klaxons ont retenti au crépuscule, dans les rues de Bruxelles, ont tiré du sommeil le genre humain, comme autant de

sirènes sonnantes l'imminence du danger. Ils retentissent encore. Mille trois cents tracteurs dans la capitale. Partout, les calicots survoltés.

« On vous nourrit mais on crève »
Baoum!
« Vos importations, notre disparition »
Baoum!
« Vous avez des couilles ? Bougez ! »
Baoum!
« Dirigeants européens = prostitués des multinationales »
Baoum!
« Notre fin, votre faim. »
Baoum!
« L'Europe veut nous faire crever. »

Et les jeunes, et les vieux, et les femmes aussi. Assis sur la citerne du camion laitier, debout sur les pavés, perchés dans les cabines. Ils occupent l'espace. L'écrasent de leur désarroi.

Au milieu de la place du Luxembourg, gazon propre au crépuscule, terre labourée, brûlée, désormais, on a déboulonné une statue du monument à John Cockerill, on a posé une pancarte alourdie de peinture noire. Elle hurle : « Say no to despotism. » Maxime Janssens s'échine, le teint laiteux, les traits tirés. Trois nuits sans sommeil, à en croire les semi-remorques sous ses yeux. Le vice-président de la Fédération des jeunes agriculteurs se faufile dans la masse des mécontents, évite un journaliste de la RTBF qui lui tend un micro, expédie avec courtoisie Christos Doulkeridis, le bourgmestre Ecolo d'Ixelles, qui tient à lui réitérer tout son soutien.

Il grimpe dans une grande benne agricole orange, se saisit d'un micro, harangue la foule. « On est venus à Bruxelles, devant le parlement européen, on a déposé notre colère. Ils ne sont même pas sortis nous écouter ! On va quitter la place du Luxembourg, on n'aura rien, ici, si ce n'est un feu de camp. Peut-être quelques photos dans les médias. Ce qu'on veut, c'est de l'argent dans nos portefeuilles ! Un avenir pour la jeunesse ! Un avenir pour vos enfants, les gars ! On dégage ! On déguerpit ! On va tourner dans tout Bruxelles, on va bloquer l'autoroute, comme à Daussoulx avant-hier. Le monde est à nous ! L'avenir est à nous ! »



Il était sur l'échangeur de Daussoulx, Guillaume Halleux. Quatre cents tracteurs parkés dans les deux sens de l'autoroute pendant plus de 24 heures. Le brasier qu'on nourrit au pneu, le klaxon pour gueuler quand les voix s'enrouent. Guillaume n'a pas poussé jusqu'à Bruxelles, il fallait démarrer trop tôt, avec les bêtes à soigner c'est compliqué.



Il était sur l'échangeur de Daussoulx, Guillaume Halleux. Quatre cents tracteurs parkés dans les deux sens de l'autoroute pendant plus de 24 heures. Le brasier qu'on nourrit au pneu, le klaxon pour gueuler quand les voix s'enrouent. Guillaume n'a pas poussé jusqu'à Bruxelles, il fallait démarrer trop tôt, avec les bêtes à soigner c'est compliqué.

La ferme familiale, carré de grès pris en ciseau entre l'E42 et l'E411, est à quelques centaines de mètres de l'échangeur. Vertes prairies où paissent les vaches blanc-bleu. Ici meurt le Condroz, ici naît la Hesbaye. Ses terres ont un pied dans chaque région. Plus l'on oblique au nord, plus les herbages céderont du territoire aux champs de betteraves, de blé, de pommes de terre. Lui fait les deux, grandes cultures et bovins, mais bovins avant tout.

Guillaume a racheté l'exploitation de son père en 2018, il avait 26 ans. Le bétail, le corps de ferme et trois hectares de terre — il loue les septante-sept autres — : 900 000 euros de crédit, à rembourser sur quinze ans.

Avant de reprendre la ferme où il a grandi, il travaillait comme indépendant dans la toiture quand il n'aidait pas le père. La banque lui a dit : pour avoir le crédit, il faudra continuer la toiture. Alors il soigne les bêtes, chaque matin, puis va poser

des ardoises, trois ou quatre jours par semaine. « En fait, je ne vis que de ça. Je n'ai pas de salaire, dans la ferme, tout part dans le remboursement du crédit. L'année dernière, comme on était en dessous des niveaux calculés, la toiture a aussi aidé à rembourser la ferme. Sans elle, je vivrais aux crochets de ma femme. Pourtant, il suffirait qu'on touche 50 centimes de plus au kilo de viande, pour ne pas trop mal en vivre. »

C'est pour ça, le tracteur sur l'échangeur. L'entrée d'Aldi bloquée avec les collègues. Pour protester contre la viande à prix cassé, qui traverse l'océan, qui inonde les étals, qui fausse le marché. Pour secouer les intermédiaires, les distributeurs, qui accaparent l'essentiel de la plus-value. « Je sais qu'il y a l'étiquetage, l'emballage, la distribution, les employés qui mettent dans les rayons. Le transport, la logistique, ça coûte. Mais qui prend tous les risques ? Ma vache, elle glisse, elle se casse une patte, elle avale une saloperie : elle meurt. Et j'ai perdu 2 500 euros en dix minutes. Ça arrive souvent. » Il en désigne une du doigt, occupée à s'envoyer une bonne dose d'herbe riche en protéines, mélange de seigle et de trèfle. Un peu plus tôt dans la journée, une altercation avec une de ses congénères a failli lui coûter la vie.

Guillaume produit du blé, soumis aux aléas boursiers. Trois cent cinquante euros la tonne il y a deux



Francis Gobert dans sa ferme de Saint-Céran. Une petite exploitation typique du Condroz.

Les terres achetées 800 000 euros en 2010 par le papa en valent aujourd'hui presque quatre millions. Guillaume a trois frères et sœurs. Un quart du futur héritage lui reviendra. Pour que la ferme continue, il faudra espérer que tout le monde s'entende, qu'on trouve un arrangement, qu'il puisse continuer à les louer. Jamais il ne pourrait racheter ces terres sans s'endetter sur plusieurs générations. « Un hectare, ça rapporte entre 500 et 1 000 euros par an. Faisons le calcul : il faudrait au moins un siècle pour amortir l'achat. Il ne faut pas trop penser à ça, en fait. Je fais mon travail, ici, maintenant. J'essaie d'être imperméable aux événements.

— Vous n'avez jamais songé à jeter l'éponge ? À vous lancer à 100 % dans la toiture ?

— J'aime bien la toiture, mais ce n'est pas pareil.

— Qu'est-ce qu'il manque ?

— La terre, justement. Je suis un enfant de la terre. C'est quand je suis dans mes cultures, près de mes bêtes, que je me sens vivant. Je ne peux pas faire autrement. C'est ça qu'on est en train de nous voler. »

Dans la cour de la ferme, à côté de la bâtisse cossue où habitaient ses grands-parents, où Guillaume vit aujourd'hui, se trouve une maisonnette plus modeste. Avant que le paternel pose une brique en façade, on l'appelait la pièce des Flamands. C'est là que dormaient les ouvriers venus du nord du pays, dans l'immédiat après-guerre, pour désherber les champs, ramasser la paille. « C'était pire qu'une étable. Ils venaient quelques mois, ils dormaient là, sur des matelas. C'était avant que mon grand-père n'achète son premier tracteur. »



Ça avait été quelque chose, la motorisation. Avant la Seconde Guerre mondiale, en Wallonie, les chevaux baladaient les charrues au milieu des champs, peuplés d'ouvriers flamands bataillant avec les mauvaises herbes. De l'autre côté de l'Atlantique Nord, dès les années 1930, la majorité des agriculteurs travaillaient à dos de tracteurs. La reconstruction européenne d'après-guerre, financée par l'administration Truman, avait précipité les grandes nouveautés. Il était alors presque commun de croiser un agriculteur ardennais au volant d'une Jeep Willys abandonnée par les Alliés, bidouillée pour en faire un tracteur — Ernie Pyle, correspondant de guerre américain, écrivait à son propos : « Elle peut tout faire, elle passe partout, elle est fidèle comme un chien, forte comme une mule et agile comme une chèvre. »

Puis les fermiers avaient acheté de vrais tracteurs qu'on s'était mis à produire à la chaîne, dans les années 1950, en même temps que les futurs

Pour remédier aux problèmes de surproduction et de trou béant dans le budget européen, on avait commencé à promouvoir la vente sur les marchés internationaux, à transformer le lait wallon en poudre et l'expédier en Afrique, à exporter à l'autre bout du monde le cochon flamand.

pays fondateurs de la Communauté économique européenne planchaient sur un ambitieux projet de politique agricole commune.

Les dirigeants avaient encore en tête les famines des années précédentes, la condition rurale éprouvante. Il fallait produire plein pot, fournir à manger en abondance, pas cher, et assurer des revenus décents aux travailleurs de la terre.

Ça avait d'abord été ça, la modernisation : une amélioration folle de la qualité de vie dans les fermes. Un travail moins pénible pour les fermiers, pour les petites mains, des rentrées plus prospères. On achetait une moissonneuse-batteuse flambant neuve, les pesticides — dérivés industriels des gaz de combat de la Première Guerre mondiale — et les engrais déboulaient en force sur le marché, les rendements à l'hectare explosaient et l'Europe, en pleine croissance industrielle, garantissait les prix. C'étaient les Trente Glorieuses.

Les camions défilaient joyeusement, la semaine, devant la ferme-brasserie de Maison, à Saint-Gérard, province de Namur, dans les années 1960. Ça a avait été son premier godet, à Francis Gobert, la Prim'Tout concoctée par les voisins, et qui étanchait

les grandes soifs des environs. Le grand-père avait acheté la ferme après la Première Guerre, le tracteur après la seconde, puis son père avait repris cette petite exploitation typique du Condroz, un peu de viande, un peu de lait, des grandes cultures.

L'enfance était douce, on faisait les ballots entre amis, on labourait les yeux fermés à dix ans. « On avait une vie radicalement différente de celle qu'avaient connue mes grands-parents, qui avaient subi de plein fouet les conséquences du krach boursier de 1929, qui n'avaient rien, qui se débrouillaient comme ils pouvaient. On achetait des tracteurs pour l'équivalent de 5 000 €, l'Europe le prenait le froment à 200 € la tonne, on gagnait, on produisait bien. Aujourd'hui, le prix du tracteur a fait fois trente. Et le prix du froment n'a pas changé. »

Et puis, dans les années 1970, on avait trop produit. Les excédents de beurre, de viande, de céréales s'entassaient dans les hangars de la Commission européenne. « Ça coûtait un montant dingue à la l'Europe, c'était infernal. C'était clair que le système devait changer. »

Pour remédier aux problèmes de surproduction et de trou béant dans le budget européen, on avait commencé à promouvoir la vente sur les marchés internationaux, à transformer le lait wallon en poudre et l'expédier en Afrique, à exporter à l'autre bout du monde le cochon flamand. Comme ça ne suffisait toujours pas, la Communauté européenne avait instauré, au milieu des années 1980, des quotas sur certains produits, le lait, les betteraves. Objectif : limiter la production pour continuer à garantir les prix. Mais ça coûtait toujours trop cher et on avait progressivement laissé le marché



réguler les prix à la baisse, compensant tant bien que mal à coups de primes. Et puisque ça coûtait encore trop cher, on avait découplé les primes de la production : dorénavant, et encore aujourd'hui, elles seraient distribuées en fonction de la taille de l'exploitation, plus de la quantité produite. Ce qu'on appelle les primes à l'hectare.

« Ce n'était pas une mauvaise idée, mais il aurait fallu limiter le nombre d'hectares subventionnés, analyse Francis Gobert. Si on avait voulu ne pas détruire l'agriculture familiale, c'est ça qu'on aurait dû faire. Mais on ne l'a pas fait. Pour survivre, la plupart des fermes se sont agrandies, ont mangé les petites. » En l'espace de trente ans, la Wallonie est passée de 29 000 à 12 500 fermes. Les petites exploitations de moins de vingt-cinq hectares, modèle dominant au début des années 1990 — 60 % des fermes wallonnes à l'époque — ont chuté de 17 500 à 4 000 unités. Celles de plus de deux cents hectares,

elles, sont presque cinq fois plus nombreuses aujourd'hui. « Les fermes se sont spécialisées, aussi. Les fermiers sont devenus des experts pour produire un max de lait ou de blé, mais ils ont perdu le savoir-faire sur le reste. »



Quatre-vingts bêtes, à l'époque des grands-parents. Quand une crise cardiaque terrassa le père d'Aurélie Leclerc, en 2015, le cheptel en comptait cent de plus. Aujourd'hui, avec son mari, elle élève 220 vaches. Deux tiers pour le lait, un tiers pour la viande. Et un peu de grande culture. « En fait, on augmente solidement leur nombre à chaque nouvelle génération d'exploitants. Pas par choix, hein. On le fait pour s'en sortir. »

Une solide drache des familles s'est abattue sur Merbes-le-Château, près de Thuin, dans la province du Hainaut. Dans la cour humide qui devance le hangar d'exploitation, un tas de pommes de terre, et un panneau en forme de vache, adossé à la façade, sur lequel on lit : « Des prix et non des primes ! Mercosur, on va dans le mur ! »

Ça change solidement le métier, le robot de traite. On en deviendrait presque informaticien. Il faut le temps de prendre l'outil en main. Eux l'ont acheté en novembre dernier. 200 000 euros d'investissement. Dans l'étable, une porte de tri dévie les vaches qui débordent de lait vers l'aire d'attente.



Aurélie Leclerc, à Merbes-le-Château, a ouvert une petite échoppe qui vend des produits des fermes avoisinantes.



À l'intérieur du bâtiment, autour du tank de refroidissement, les dieux semblent s'être déchaînés tout autant. « L'écumeuse est tombée en panne ce matin. Tout le lait était dans le bac tampon. On a voulu le renvoyer dans le refroidisseur, on a chipoté et ça a bugué. L'ordinateur a mélangé le lait avec le liquide de nettoyage. On a dû vider 700 litres. »

Ça change solidement le métier, le robot de traite. On en deviendrait presque informaticien. Il faut le temps de prendre l'outil en main. Eux l'ont acheté en novembre dernier. 200 000 euros d'investissement. Dans l'étable, une porte de tri dévie les vaches qui débordent de lait vers l'aire d'attente. Au rythme d'un tourniquet de foire, elles se succèdent à la traite prodiguée par un bras hybride rapide, précis, délicat.

On sent Aurélie mitigée. La traite, elle aimait bien. Le contact avec l'animal, garder un œil sur chacune des vaches. Ne pas être dépendante des constructeurs en cas de pépin. Il n'empêche : presser les pis de septante vaches, c'était trois heures de travail le matin, trois autres en fin de journée. En plus de tout le reste. Il fallait compter sur sa mère pour amener les enfants à l'école. Les soupers entre amis, on oubliait.

Puis le « Spamboux », ça prend du temps. Avec Aline Vanacker, une amie agricultrice de la région, Aurélie a ouvert une petite échoppe non loin de la ferme, à Mont-Sainte-Geniève, qui propose toutes sortes de légumes, de fromages, de plats maison, de colis de viande. Des produits des fermes avoisinantes, aussi. Le magasin est ouvert quatre jours par

semaine. À côté, il faut transformer le lait, préparer les chicons au gratin, les tartiflettes. C'est assurément la partie du job qu'elle préfère. Qui la reconnecte à ses produits, à ceux qui les achètent. Il faut dire qu'à la ferme, on ne voit plus grand monde. « Quand j'étais petite, tout le village connaissait la ferme, les jeunes du coin aidaient à ramasser des petits ballots, le laitier venait en journée, on discutait. Maintenant, le laitier, on ne sait même pas qui c'est. Il vient la nuit, il pompe, il s'en va. »

Ça ne tiendrait qu'à Aurélie, elle bazarderait l'essentiel de ses bêtes, vivrait avec trois vaches, trois cochons, trois moutons, ses lignes de chicons de terre. « Je ferais tout en circuit court. Mais au vu des investissements, du modèle, de la clientèle de la région, ce n'est pas faisable. On a calculé, avec Aline, ce que nous rapporte le magasin chaque mois : 250 euros chacune. »

Alors il faut vendre son lait à la Laiterie des Ardennes. Et en produire en suffisance pour rembourser l'emprunt. Au moment de la reprise, en 2022, les laiteries prenaient le lait à 62 centimes le litre. Se doutant que ça ne durerait pas, prudent, le couple a basé son modèle économique sur un prix de vente à 40 centimes le litre. Fin 2023, il était descendu à 35 centimes.

C'est pour ça que par deux fois, en février dernier, à l'aube, Aurélie et son mari ont grimpé dans le tracteur pour aller manifester à Bruxelles. « L'Europe, ils nous ont joué un sale jeu. Ça m'a rendue folle d'entendre Ursula von der Leyen expliquer qu'elle avait entendu les revendications des agriculteurs, qu'ils abandonnaient la loi sur la réduction des pesticides. Après les gens se disent : ce que revendiquent les agriculteurs, c'est de continuer à polluer. Je ne me retrouve pas du tout là-dedans. Ce qui nous met en péril, ce qui nous use, ce sont les prix imposés par le marché. On veut être payés au prix juste, on veut pouvoir vivre normalement de notre travail. Les normes contraignantes, c'est la goutte qui a fait déborder le vase. Tu ne peux pas demander à des gens dans une extrême précarité de faire des efforts à long terme sans leur donner la moindre garantie qu'ils vont pouvoir s'en sortir. »



13 février 2024. L'Europe a entendu la colère des agriculteurs. Elle abandonne l'obligation de laisser en jachère 4 % des terres agricoles, qui visait à ramener de la biodiversité dans les champs.

« C'est une solution de facilité, vite fait, pour pouvoir dire qu'ils ont fait quelque chose, s'indigne Caroline Devillers. La plupart des agriculteurs que je connais trouvent que c'est une mauvaise idée d'avoir



Caroline Devillers. Elle a repris en 2016 la ferme familiale de Ligny, entre Waremme et Hannut.

abandonné les 4 %. Mon sentiment, c'est que la colère des dernières semaines n'a jamais été environnementale. On ne veut pas moins de normes, on veut des normes mieux réfléchies. Et qu'elles soient imposées de la même manière aux produits qu'on importe chez nous. »

Avec son frère, Caroline a repris en 2016 la ferme familiale de Ligny, deux cents hectares de grande culture, de vaches viandeuses et de légumes, entre Waremme et Hannut. Les grands-parents, originaires du Condroz, avaient traversé la Meuse en 1946, pour s'établir ici. On avait échangé la pierre bleue pour les briques rouges qui façonnent les fermes de la Hesbaye liégeoise, les terres ondulantes pour les horizons découverts.

Dès la reprise, Caroline Devillers et son frère ont converti certaines de leurs parcelles en bio. « On ressentait le besoin de retrouver le vrai sens de notre métier, se souvient-elle depuis le premier étage du hangar de Bel Go Bio, une coopérative qu'elle a créée avec trois autres agriculteurs. Comme le marché est saturé, et qu'on ne voulait pas concurrencer nos voisins, on a cherché à produire quelque chose qui ne se faisait pas dans la région. On s'est tournés vers la patate douce. Puis on a vite compris qu'il était opportun de se regrouper, avec d'autres qui convertissent des parcelles en bio, pour valoriser nos légumes, les offrir en vrac aux grossistes et aux magasins locaux. »

Quand elle regarde autour d'elle, Caroline voit des pratiques en constante évolution, depuis une vingtaine d'années. Ça l'énerve un peu, qu'on parle du « conventionnel », comme si les gens n'en avaient rien à citer de l'environnement. « On ne se rend pas compte d'à quel point les efforts ont été mirobolants, les dernières années. Bien sûr, il y a encore de l'agriculture dite "conventionnelle", mais ce n'est pas la même que celle qu'on pratiquait il y a dix ans. Il y a toute une réflexion qui est là. Quand on pulvérise, chaque application est ultra réfléchi, se limite à ce qui est strictement nécessaire. On est les premiers touchés par le changement climatique, tout ça ne peut pas nous laisser indifférents. »



Bouffée d'air frais *made in* Tournaisis. Îlot de quiétude au cœur des grandes cultures. On disloque un essieu sur le chemin cahoteux qui mène à la chèvrerie de Vincent Delobel, en dehors du village de Havinnes, mais nom d'une pipe, c'est joli par ici.

Vincent a la trentaine et il a vécu. Même l'époque où une petite coopérative du nord de la France venait chercher le lait bio des vaches à la ferme.



La coopérative Bel Go Bio regroupe quatre fermes en Hesbaye.



Les parents avaient choisi d'arrêter la production en conventionnel au milieu des années 1990. Pas par idéologie : par souci de santé, par pragmatisme. Vincent était né, en 1991, avec une grave malformation cardiaque et, dans les années qui avaient suivi, le père avait craché du sang, s'était fait hospitaliser après avoir inhalé une dose violente de pesticides. « Ils étaient à 100 % dans les codes de l'époque. Bons élèves, une production hyper intensive et spécialisée, mais sur une petite surface de vingt-cinq hectares. Papa a suivi les premiers cours d'insémination par paillettes. En 1986, il avait un ordinateur pour suivre la lactation des vaches. Nos prairies étaient couvertes de ray-grass arrosé aux fertilisants, il fallait toujours plus d'atrazine pour désherber les champs de maïs. Quand on est passé en bio, la motivation principale, c'était de préserver notre santé. Et de régénérer les sols, complètement compactés. Il a fallu repenser complètement l'organisation de la ferme, ce n'était pas rien. »

Comme quelques fermes avoisinantes produisaient aussi du lait bio, la laiterie française se déplaçait. Puis Lactalis, le plus grand groupe agroalimentaire de France, avait racheté la laiterie, au tournant des années 2000. Lactalis avait dit : on ne prendra plus votre lait. « Au début de la carrière de mes parents, les laiteries se disputaient les fermiers. Elles étaient en concurrence, elles donnaient même des primes pour qu'on leur vende le lait. Au milieu des années 1990, la situation s'est totalement inversée, en même temps que les nombreuses petites laiteries wallonnes ont été absorbées par les grosses. Comme on était en surproduction de lait, on a perdu tout notre pouvoir de négociation. Si tu voulais changer de laiterie, tu devais désormais leur acheter des parts. »

Ça avait été la panique, la foire aux questions existentielles. Retourner dans le conventionnel ? Tout bazarder ? Pour attirer à nouveau la laiterie, il fallait réinvestir massivement dans la salle de traite, augmenter les volumes, trouver plus de terres. Alors la famille avait revendu ses quotas laitiers et acheté 150 chèvres de Vendée. Un transformateur, entre Gand et Anvers, était demandeur de lait de chèvre, la belle aubaine.

Rapidement, le transformateur avait demandé plus de lait. On avait racheté une septantaine de chèvres. Puis le transformateur avait trouvé un producteur avec plus de chèvres encore et avait mis un terme à la collaboration. Peu après, l'homme revendait son entreprise à un grand industriel gantois. Pour éviter la faillite, il avait fallu revendre presque toutes les chèvres. Les Delobel en avaient gardé une trentaine et s'étaient mis à transformer le lait en fromage dans la petite cuisine de la ferme, à la débrouille, dans les casseroles familiales, revendant les excédents de foin pour nouer les deux bouts. Ils avaient commencé l'accueil pédagogique à la

« On ressentait le besoin de retrouver le vrai sens de notre métier. Comme le marché est saturé, et qu'on ne voulait pas concurrencer nos voisins, on a cherché à produire quelque chose qui ne se faisait pas dans la région. On s'est tournés vers la patate douce. Puis on a vite compris qu'il était opportun de se regrouper, avec d'autres qui convertissent des parcelles en bio, pour valoriser nos légumes, les offrir en vrac aux grossistes et aux magasins locaux. » — Caroline Devillers, agricultrice.



La chèvre de Vincent Delobel, dans son village de Mouvans dans le Jura suisse.



Vincent Delobel. « Tu ne peux pratiquer une agriculture durable si ton accès à la terre n'est pas durable »

ferme pour repasser à l'équilibre. Puis Vincent avait repris, suivant le même modèle.

Vincent Delobel a eu accès à la terre. Il est propriétaire de 10 % de celles qu'il exploite. Le reste, il le loue en bail à ferme — une formule contractuelle qui protège les agriculteurs sur le temps long — pour partie à ses parents, à des oncles et tantes, à des cousins. « Ils le font par adhésion au projet. Bien sûr, ils auraient pu choisir de louer au plus offrant ou de tout vendre. Économiquement, c'est le plus rationnel. Après, me louer reste une opération intéressante. Il y a vingt ans, les parcelles, ici, étaient à maximum 12000 euros. Aujourd'hui, elles partent à 60000 euros. Ils savent que ces terres sont des valeurs sûres. Ils perçoivent un fermage qui leur rapporte plus que les intérêts sur un compte épargne, et pendant ce temps-là, moi, je préserve la terre. Et j'ai le temps de développer sereinement mon projet. C'est quelque chose d'hyper central : tu ne peux pas pratiquer une agriculture durable si ton accès à la terre n'est pas durable » Le sans labour, le bio, l'élevage à l'herbe, l'agroforesterie, tous ces systèmes plus vertueux, ça n'est possible, au minimum, qu'avec un bail à ferme. »



Il y a Bernard Convié, de la ferme de Jambjoulé, à Rochefort, et son élevage de vaches laitières et de brebis en agriculture biologique, son pastoralisme plein de vie. Quand il cherchait une ferme avec Valérie, son épouse, il n'avait ni famille, ni fonds

propres, ni patrimoine. Au début des années 2000, la Donation royale, propriétaire de nombreux hectares publics dans la région, leur avait attribué un bail tacite reconductible jusqu'à la fin de leur carrière.

Il y a Claire Vanhoomissen, la trentaine, et ses simmentals des montagnes qui broutent dans les prairies humides de Barvaux-Condroz, près de Havelange. Pas issue du milieu, elle a cherché cinq ans durant, avant qu'un vieux fermier, qui louait ses terres à de la petite noblesse brabançonne, ne prenne sa retraite. Trente hectares en bail de carrière, qui court jusqu'à l'âge légal de la pension de Claire, juste derrière la ferme, avec le puits, les bâtiments en état. Elle a pu investir 200000 euros dans sa fromagerie sans se mettre dans le rouge.

Il y a la famille Hénin, à Beauraing, sur les terres qu'occupait déjà l'arrière-grand-père. Ils ont fait leur grande bascule en agriculture biologique en 2009. Marc-André Hénin laisse ses veaux au moins six mois au pis des mères, pour leur bien-être, pour les valoriser lui-même, au diable l'industrie. « On loue avec un bail de carrière à une famille aristocratique. C'est la grande force de notre ferme : elle ne vaut rien. Sa seule valeur, c'est le savoir-faire qu'on met dedans. »

Chacun l'affirme : ils ont une chance peu commune. Une situation qui s'est grandement raréfiée les dernières décennies. Ils louent leur terre à un prix convenable, en bail de longue durée, à des propriétaires peu tracassés par l'optimisation financière de leur bien. Jamais ils n'auraient pu s'affranchir du modèle productiviste, s'ils avaient dû acheter ou signer un bail précaire. « C'est pour ça que je ne peux pas vous dire que mon modèle est facile à

Éric mâche. Il est comme ça, nerveux, impulsif. Il ne ménage pas d'effet, il essaie juste de contenir ses émotions. Il n'y arrivera pas. Il le sait. Il va se lever, il va lui en coller une royale, au tonton, les festons bleus voleront en mille morceaux, puis il prendra la porte, montera sur son tracteur, tournera des heures hagard au milieu des lignes de maïs.

dupliquer, regrette Bernard Convié. Un bail comme le nôtre, ce n'est plus très courant aujourd'hui. »

C'est toute la perversité du modèle contemporain. Les propriétaires terriens n'ont aucun intérêt à alourdir leur bien d'un bail à ferme. La réforme de 2019, qui visait à alléger les obligations des bailleurs pour tenter de rendre la formule plus attractive, n'y a pas changé grand-chose.

Marc-André Hénin, de la ferme d'Esclaye, à Beauraing, analyse : « D'un côté, tu as un industriel qui fait des patates, qui te loue l'hectare 800 euros pour un contrat d'un an. Et dans un an, si tu veux vendre, tu revends. De l'autre côté, tu as un coullon de fermier qui vient avec son contrat de bail à ferme interminable et te propose 200 euros l'hectare. Et si tu veux revendre ta terre pendant le bail, c'est moitié prix, comme elle est occupée. Évidemment que tu fais le contrat patate. Tu mets ta terre dans un état de merde, mais tu ne te fais pas chier avec un locataire, tu ne fais rien et tu touches 800 euros de location, sans compter les primes européennes. C'est le monde dans lequel on vit aujourd'hui. »

Un jour de septembre 2019, midi. Un village non loin de Mouscron. Appelons-le Éric, ce jeune gars qui mâche sa pomme de terre essuie d'un revers de main la moutarde sur ses lèvres. Le va-et-vient vigoureux d'une éponge sur un poëlon couvert de graisse de bœuf s'échappe de la cuisine. Par la fenêtre, au-dessus de l'évier, la tantine peut voir le tracteur d'Éric dans la cour. Dans la salle à manger, le silence, plus épais que les trapèzes du tonton, écrase les assiettes en faïence garnies de festons bleus. « Quelqu'un me donne plus, désolé. Tu ne travailleras plus les terres l'année prochaine », il lui a dit, le tonton, une bonne minute plus tôt.

Éric mâche. Il est comme ça, nerveux, impulsif. Il ne ménage pas d'effet, il essaie juste de contenir ses émotions. Il n'y arrivera pas. Il le sait. Il va se lever, il va lui en coller une royale, au tonton, les festons bleus voleront en mille morceaux, puis il prendra la porte, montera sur son tracteur, tournera des heures hagard au milieu des lignes de maïs. Au-dessus de son poëlon, les yeux de la tantine s'humidifieront. Elle le comprendra à l'instant même où le poing du neveu s'abattra sur le visage de son mari : ils ne s'adresseront plus jamais la parole.

Cela faisait deux ans qu'Éric louait la moitié des terres de la ferme de son oncle. Qu'il « sous-louait », à vrai dire. L'homme, retraité depuis 2016,

cinquante ans de grandes cultures dans le rétro, était encore actif sur le papier. Son bail à ferme, contracté des décennies plus tôt, courait toujours, et il faisait payer au neveu deux fois ce que la terre lui coûtait pour arrondir la petite pension. Une pratique pas si rare que ça, aux dires des agriculteurs qu'on rencontre. « Et les aides à l'hectare, bien sûr, c'était pour lui. Je n'avais pas d'autre choix que d'accepter le deal, les terres sont introuvables par ici. Il m'avait dit plusieurs fois : "Je te fais une fleur parce que c'est la famille. Et le jour où je remettraï, je pousserai pour que tu puisses reprendre le bail". »

Mathieu De Coster est api-agriculteur à Mielmont, dans la commune de Sambreville. Depuis quatre ans, avec son associé, il élève des abeilles reines, produit du miel, du pollen, de la lavande. Au moment de se lancer, les deux hommes cherchaient une petite ferme, pas grand-chose, de quoi entreposer leurs ruches et cultiver quelques hectares. Des fermes vides, explique-t-il, ce n'est pas ça qui manque. Et pourtant, ils ont bien galéré. « Souvent, de vieux fermiers gardent leur numéro de producteur, font vivoter les terres par d'autres, juste pour toucher les aides de la Politique agricole commune. » Mathieu Decoster assure que le phénomène est courant. Lui-même est le fils d'un agriculteur retraité, dans le Brabant wallon, qui bloque la transmission de ses terres à ses propres enfants, crispe les relations familiales. « C'est faux, qu'il n'y a plus de jeunes qui veulent se lancer. Ils n'ont juste plus accès à la terre. Dans ma région natale, je peux citer un paquet de fermes où les fermiers, retraités, font exploiter à leur compte leurs terres par des entrepreneurs plutôt que de les louer à ceux qui désirent se lancer. »



Gwenaël Dubus avait commencé à chercher dans le nord de la France. Il y avait grandi et les terres sont autrement plus accessibles, par là-bas. L'envie allait à l'élevage. Puis il avait suivi sa compagne en Wallonie, en 2005. Vu le tarif du foncier, il avait fait comme beaucoup de jeunes qui n'ont pas grandi dans une ferme : il avait revu ses plans, il s'était rabattu sur un projet de maraîchage. Quelques hectares feraient l'affaire, il produirait en bio, écoulait ses légumes sur les marchés. Mais trouver quelques hectares, en 2005, c'était déjà une fameuse galère.

Tout juste sorti des études, Gwenaël allait taper aux portes des fermes de Famenne, du Condroz, se faisaient gentiment envoyer paître. « C'est un milieu difficile à pénétrer. Les gens te voient arriver comme un plouc, lèvent un sourcil, l'éconduisent aussi vite.



La ferme rose, à Fraînes-le-Château

« Cette année, on a raté les carottes. On ne peut pas faire une année sans carottes. Les gens veulent des carottes. Dans l'équilibre de ton modèle, en agriculture biologique et socialement responsable, tu ne peux pas te contenter de vendre ce que tu produis. »

— Gwenaël Dubus, agriculteur à Grez-Doiceau

En vente publique, je me faisais systématiquement doubler par plus offrant. Je n'ai eu aucune opportunité pendant cinq ans. »

En 2011, une histoire de saisie bancaire obligea un agriculteur de Grez-Doiceau à se séparer de quelques terres. Il fallait faire vite, le banquier du bonhomme avait cette qualité d'être aussi celui de Gwenaël, et l'on avait conclu une vente à 90 000 euros pour trois hectares de bon sol limoneux. « C'était un coup de bol. À l'époque, ces terres valaient déjà au moins 40 000 euros l'hectare. Aujourd'hui, on tourne autour de 80 000 euros. »

Il avait fallu deux ans pour convertir ce sol de Hesbaye brabançon en bio avant de lancer les hostilités. « Au final, j'étais content d'être ici plutôt qu'à Philippeville. Parce qu'ici, on est à vingt minutes de Bruxelles. C'est ça qui a permis la croissance de l'affaire. »

Une petite quinzaine d'années plus tard, la ferme s'étend sur trente-trois hectares, est peuplée de courgettes, de panais, de persils tubéreux, de pastèques, de curcuma, de fenouil. Nonante légumes, en tout. Vingt-cinq employés qui s'affairent dans les cultures et sur les marchés en plein air de Bruxelles et du Brabant. Des travailleurs payés décemment. Un îlot de bocages au grand pays du remembrement hesbignon.

L'affaire roule, mais elle repose sur un modèle économique aujourd'hui impossible à généraliser : une clientèle des villes aisée, engagée, fidélisée, prête à payer le prix. Une proportion importante d'achat-revente, aussi. 66 % des produits vendus sur les marchés par la ferme de Gwenaël viennent d'autres exploitations, belges, françaises, aux pratiques similaires à la sienne. « Si on ne fait pas ça, on est en perte, c'est sûr. Si tu veux bien rémunérer ton personnel, ne pas aller chercher de la main-d'œuvre étrangère à bas prix comme beaucoup le font, dans les règles du jeu actuel, on est obligé de faire une partie substantielle d'achat-revente. Sur un marché, les gens veulent pouvoir tout acheter à ton stand. Cette année, on a raté les carottes. On ne peut pas faire une année sans carottes. Les gens veulent des carottes. Dans l'équilibre de ton modèle, en agriculture biologique et socialement responsable, tu ne peux pas te contenter de vendre ce que tu produis. »

En 2021, en Wallonie, la surface en bio s'étendait sur 12 % des terres agricoles. Cette année-là, le gouvernement wallon initiait un plan de développement ambitieux : franchir le cap des 30 % d'ici 2030. Ce que ce chiffre ne dit pas, c'est que l'écrasante majorité des surfaces cultivées en bio aujourd'hui, pour plus de 80 %, concerne les prairies. Pour une raison très simple : l'herbe se cultive très facilement en bio.

Ça le fait sourire, Gwenaël : « La moitié de l'assiette d'une personne en bonne santé, c'est des légumes. L'ennui, c'est que pour les légumes, la demande en bio n'existe pas vraiment. Elle est saturée. Si demain, le consommateur veut du bio, Colruyt et Delhaize lui donneront du bio. En une semaine, le rayon sera changé et les producteurs suivront. » C'est pour ça, pense-t-il, qu'il est du devoir des pouvoirs publics de favoriser le rapprochement entre les citoyens et les fermes, de conscientiser les consommateurs. « Les gens ont relativement peu de lien avec le monde rural. Il faudrait penser des programmes de visite des fermes, inviter des agriculteurs dans les écoles. Trouver des moyens pour que ces mondes se rencontrent et discutent. Pourquoi se soutenir, si on ne se connaît pas ? »



Il y avait eu un silence embarrassé, dans le petit auditoire de l'université de Namur, quand l'agriculteur s'était levé pour déverser sa colère. Le Réseau de soutien à l'agriculture paysanne animait, fin janvier, un débat sur la lutte organisée, on discutait des actions à mener pour peser sur les décisions politiques. L'homme s'était emporté : « Demain, on monte tous sur nos tracteurs, et on va à Glivet, sur les parkings des supermarchés, crever les pneus de tous les Belges qui viennent y faire leur course. Merde. C'est aussi à cause d'eux, qu'on crève. » Certains avaient objecté qu'il fallait certainement être soi-même aux abois pour courir en France faire des courses à bas prix. Il n'empêche : quand l'homme avait parlé, plusieurs personnes dans l'assemblée avaient opiné.

À la sortie, une agricultrice des alentours de Huy avait dit : « Plus on avance, et plus je me dis : c'est foutu. On est foutus. On est coincés. Je crois que le marché a gagné. Les réponses politiques qu'on donne à la colère, c'est toujours pour préserver les intérêts de l'industrie, pas vraiment pour améliorer la vie des gens. Je me demande vraiment : est-ce que l'Europe veut encore des agriculteurs sur son territoire ? Ou le projet, c'est de tout mettre aux mains des multinationales et d'en finir une bonne fois pour toutes avec l'agriculture familiale ? »

Dans les années 1990, dans le village d'Avinnes

où Vincent Delobel a sa chèvrerie, il y avait dix-sept producteurs de lait. Aujourd'hui, ils ne sont plus que trois. « Et les deux autres ont plus de soixante ans. »

Il y avait le double des fermes d'aujourd'hui, à Mettet, quand Francis Gobert était gamin. En même temps que leur nombre a chuté, l'agriculteur a vu s'évaporer de vieilles règles tacites entre voisins. « Le principe, c'était : tu ne tapes pas dans les terres des autres fermiers. Si ton voisin louait des terres, et que son propriétaire revendait, tu ne faisais pas d'offre. Aujourd'hui, ce sont les mêmes qui achètent tout. Si j'arrête, demain, je sais très bien qui va arriver ici pour acheter mes terres. Aucun fermier normal n'a les moyens de les concurrencer. »

Claude Henricot, quand ses parents sont arrivés à Corbaix, en 1974, il y avait une douzaine d'agriculteurs dans l'entité. Ils sont deux désormais. « Si je devais donner un conseil à un jeune qui veut se lancer, je lui dirais d'aller en France. En Wallonie, on va se faire bouffer par les gros industriels, c'est sûr. Colruyt et compagnie, ils auront notre peau. Les gros producteurs de patates continueront à se faire des couilles en or et il ne restera rien pour les autres. La jeunesse... allez en France. »



On a parqué une vingtaine de tracteurs autour de la Grand-Place de Hannut, au cœur de la Hesbaye. Au milieu de l'aire de jeu éphémère ainsi constituée, une centaine de marmots zigzaguent sur de petits engins agricoles à pédales. Visages poupins, pleins de vie, sous les bonnets à pompon. On a accroché des petites pancartes sur les modèles réduits que les enfants chevauchent joyeusement.

« Laissez-nous un avenir »

Pouët-pouët!

« On veut naitre dans des choux belges »

Pouët-pouët!

« Belgique veux-tu encore de tes paysans ? »

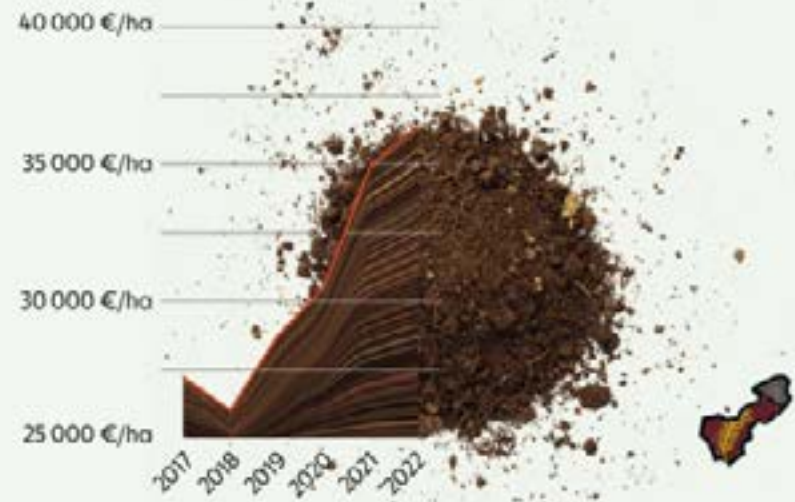
Pouët-pouët!

« On nous arrache notre rêve. Celui de prendre la relève »

Elle sort son téléphone. Envoie une photo de la petite manifestation à son frère. Elle tapote. « N'empêche, c'est quand même fou, je trouve, une profession où quasi tous les enfants veulent faire le même boulot que leurs parents ! Je trouve ça émouvant, moi. Je pense que ça n'existe dans aucune autre profession. » Elle inspire. Tapote encore. « Tu sais, Cyril fera ce qu'il voudra. Mais j'espère que s'il en a envie, il pourra exercer notre beau métier et que l'agriculture traditionnelle pourra encore perdurer. » —

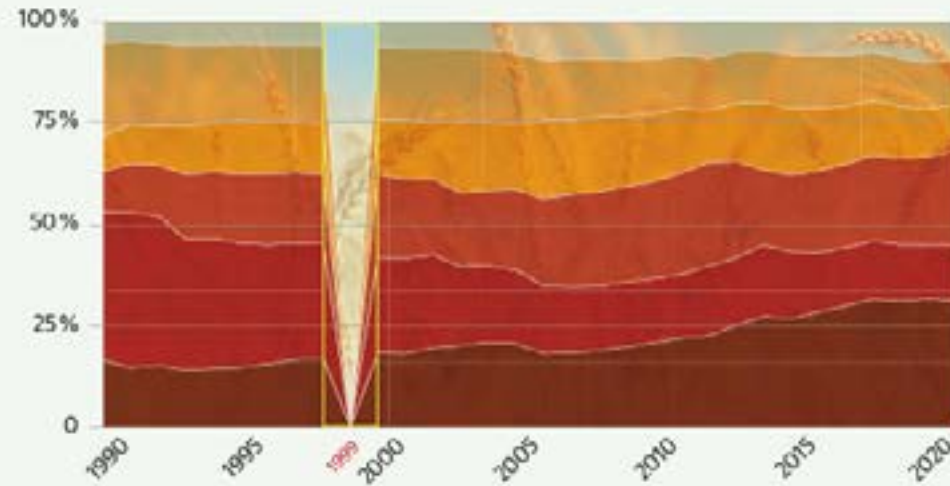
Prix moyen des terres agricoles en Wallonie

Source : Observatoire du foncier agricole wallon



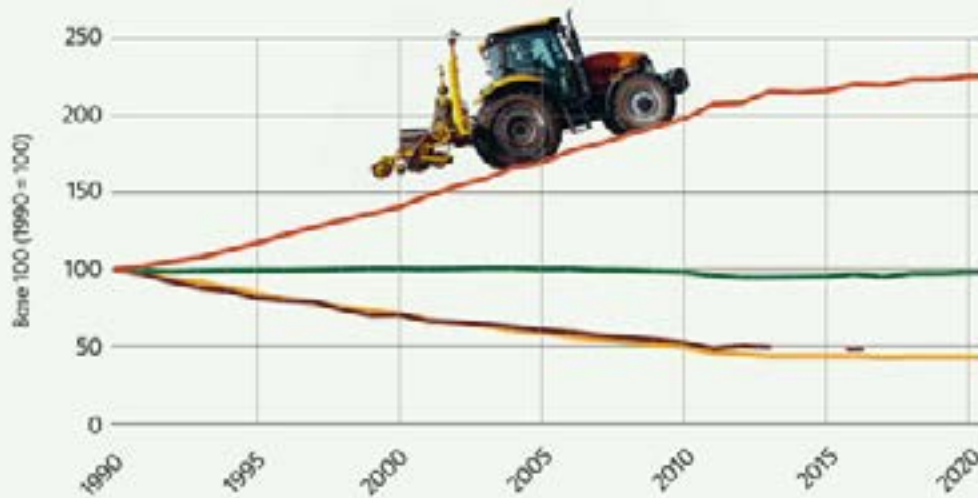
Évolution de la proportion des types d'exploitations en Wallonie

Source : SPF Économie DG Statistique (Statbel)
Données inexistantes pour 1999



Moyens de production du secteur de l'agriculture en Wallonie

Source : Statbel (Office belge de statistique)



Localisation des régions agricoles en Wallonie

EAW_source : DA_SFW ARNE et Observatoire du foncier agricole wallon



Gwenaël du Bus

Grez-Doiceau

Florine Marot

Malonne

Caroline Deviller

Faimes

Claire Vanhoomissen

Barvaux Condrez

Types de culture

- Grandes cultures
- Bovins laitiers
- Vaches viandeuses

Produits cultivés

- Chèvres laitières
- Vache à lait
- Canard
- Poulet
- Agneaux
- Fromage
- Légumes
- Fruits
- Flours

Régions agricoles wallonnes et prix moyen des terres agricoles en 2022

0 10 20 km